

Brochure n° 3247 | Convention collective nationale

IDCC : 1513 | **ACTIVITÉS DE PRODUCTION DES EAUX EMBOUTEILLÉES,
DE BOISSONS RAFRAÎCHISSANTES SANS ALCOOL ET DE BIÈRE**

Avenant n° 40 du 26 octobre 2021

relatif aux salaires minima conventionnels
au 1^{er} octobre 2021

NOR : ASET2151173M

IDCC : 1513

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNECE ;

BRF ;

ABF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

FGA CFDT ;

CFE-CGC Agro,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent avenant s'applique au personnel des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des « activités de production des eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et de bière » dans les conditions prévues par celle-ci et par l'accord du 12 juillet 1989.

Il constitue la quarantième actualisation de la grille des salaires négociés le 24 mai 1988.

Il est confirmé que les dispositions du présent accord sont applicables de façon indifférenciée aux entreprises relevant de la branche et concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche un accès uniforme à la grille des rémunérations relevant de l'accord de salaires ainsi complété.

Article 2 | Salaires minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels seront augmentés de 2,1 % au 1^{er} octobre 2021 selon la grille ci-dessous :

Niveau	Échelon	Salaire minimum conventionnel (au 1 ^{er} octobre 2021)
1	1	1 590,37 €
	2	1 599,54 €
	3	1 651,55 €
2	1	1 697,09 €
	2	1 743,03 €
	3	1 788,88 €
3	1	1 850,29 €
	2	1 895,39 €
	3	1 942,66 €
4	1	2 065,92 €
	2	2 127,51 €
5	1	2 281,41 €
	2	2 343,02 €
	3	2 404,65 €
6	1	2 558,45 €
	2	2 681,64 €
	3	2 867,09 €
7	1	3 081,77 €
	2	3 297,26 €
	3	3 512,73 €
8	1	3 789,78 €
	2	4 066,85 €
	3	4 574,86 €

Article 3 | Durée de l'accord

Les parties ont convenu de se rencontrer au plus tard dans la première quinzaine d'avril 2022 pour établir le constat de la situation salariale de 2022.

Article 4 | Dépôt et extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15) l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 26 octobre 2021.

(Suivent les signatures.)